



Roy Nival

Matthias Herseldt, 29 ans, membre de la Déclaration de Berne, une ONG tiers-mondiste, coordinateur du *Public Eye on Davos*.

Paroles de militants



Christian Binzen

Alessandro Pelizzari, 27 ans, membre d'Attac-Suisse, présent au G8 à Gênes en juillet dernier, participe au Forum social de Porto Alegre.

- Qu'est-ce que les attentats du 11 septembre ont changé pour le militant que vous êtes?

- Ce sont surtout les ONG américaines qui ont momentanément perdu de leur radicalisme et de leur esprit critique vis-à-vis de la politique étrangère des Etats-Unis. Ici, ces événements ont plutôt renforcé nos convictions. Plus de gens réalisent que l'économie néolibérale ne résout pas les conflits. Au contraire, ils y prennent racines! Les attentats du 11 septembre ont mis en lumière la nécessité d'une justice sociale à un niveau global.

- Le ton s'est durci. Depuis la conférence de l'OMC à Doha, les Américains insistent sur le libre-échange comme moyen de lutter contre le terrorisme. Le rapprochement a clairement été fait entre les revendications antimondialistes et les attentats antiaméricains, ce que nous avons critiqué. En fait, on assiste à une mondialisation militaire qui n'est autre que la nouvelle phase de la mondialisation néolibérale.

- Et les violences de la manifestation anti-G8 de Gênes, qu'ont-elles changé?

- Certains gouvernements ont tenté d'assimiler les militants pacifistes aux groupuscules violents et minoritaires dans le but de criminaliser le mouvement et de le bâillonner. Nous allons continuer de soutenir les manifestations non violentes pour préserver le droit fondamental à la liberté d'expression. C'est particulièrement important, alors qu'aux Etats-Unis, on commence à museler la critique.

- Gênes, ce n'était pas que les violences, mais la mobilisation de 300 000 personnes. Depuis, les adhésions à Attac ont explosé. La réaction répressive du gouvernement italien annonçait le durcissement américain. Nous sommes aujourd'hui face à une double stratégie: d'une part, une répression plus dure et, d'autre part, une offensive de charme pour qu'un dialogue s'engage avec les institutions internationales (OMC, FMI, Banque mondiale).

- Quelle est votre priorité aujourd'hui?

- Il est nécessaire d'améliorer la position des pays du Sud dans les négociations internationales, notamment dans le cadre de l'OMC, afin que celles-ci soient plus équitables et ne profitent pas qu'aux puissants. Idéalement, il faudrait que l'ONU édicte un cadre politique réglementant les activités économiques.

- Continuer de participer à des mobilisations internationales, à alimenter le débat politique, à discuter d'alternatives, comme à Porto Alegre, tout en agissant de façon concrète en Suisse, contre la restructuration des postes par exemple.

Propos recueillis par Geneviève Comby